

# Un «éloge» présumé d'Israël qui avait fortement fâché le monde arabe

*Par Lukas Mäder, SRF*

08. JUIN 2017 - 11:00



5 juin 1967, premier jour de la guerre. Les Mirage israéliens survolent le zone du Sinaï, à la frontière avec l'Egypte.

(AFP)

**Il y a cinquante ans éclatait la guerre des Six Jours. La population suisse était alors solidaire d'Israël. Les pays arabes ont exprimé leur mécontentement. Un incident diplomatique provoqué par un communiqué équivoque du Conseil fédéral.**

Le 5 juin 1967 à l'aube, Israël entrait en guerre contre ses voisins arabes, l'Égypte, la Jordanie et la Syrie. Les conséquences de ce conflit ne se sont pas limitées à la région. En Suisse, la réaction du Conseil fédéral a provoqué la colère des pays arabes et déclenché une crise diplomatique. Le lendemain, les représentants de huit pays protestaient ensemble auprès de Berne.

**Mais quel était l'objet de leur intervention? Lukas Mäder s'est entretenu avec Sacha Zala, directeur du groupe de recherche Documents Diplomatiques Suisses.**

Sacha Zala: Cette démarche était quelque chose d'assez extraordinaire. En diplomatie, il n'est pas courant que les représentants de huit pays demandent ensemble à être entendus par le chef du département. Ce genre de problèmes se règlent en général en bilatéral. Le mécontentement était important, mais la rencontre s'est déroulée de manière très diplomatique, comme c'est l'usage dans ces milieux. Le problème était une phrase d'un communiqué de la Confédération rédigé et publié à la hâte le jour même où le conflit a éclaté. En fait, elle concernait la Suisse, mais elle était rédigée de manière si ambiguë que les pays arabes devaient l'interpréter comme un éloge d'Israël.

**La phrase est la suiivante: «Le Conseil fédéral partage le sentiment dont le peuple suisse a de nouveau pris fortement conscience ces derniers temps, que pour assurer son existence et son droit à la vie, un petit État neutre doit avant tout compter sur le renforcement continu de sa volonté de résistance et sur sa fidélité au droit».**

**Pourquoi a-t-elle mal passé auprès des pays arabes?**

L'objet du communiqué était la guerre et non la Suisse. Cette phrase constituait le dernier paragraphe de la déclaration du gouvernement et la rendait particulièrement ambiguë. Pour les pays arabes, il était évident qu'elle ne se référait pas à la Suisse, mais à Israël et qu'elle en faisait l'éloge. C'est intéressant de voir comment c'est arrivé parce que le communiqué était avant tout un geste de politique intérieure. Il faut savoir que la Suisse vivait dans une véritable euphorie pro-israélienne. Au cours des semaines et des mois précédents, Nasser avait déclenché et alimenté une véritable crise, suscitant un fort ressentiment. Et ce petit David se dressant maintenant contre le Goliath des États arabes représentait une figure d'identification pour les Suissesses et les Suisses. Ils y voyaient un parallèle avec la situation de leur pays dans la Guerre froide – la petite Suisse contre les géants communistes.



Sacha Zala, historien et politologue.  
(RSI-SWI)

## **La population suisse soutenait donc clairement Israël? Elle se sentait solidaire du peuple israélien?**

Parfaitement. Il y avait plusieurs raisons. D'abord, il faut bien comprendre qu'on n'a pas réalisé d'un seul coup en 1945 ce qu'avait été l'Holocauste. La prise de conscience a pris du temps et a connu plusieurs étapes. Il y a eu notamment le procès Eichmann en 1961 en Israël, puis le second procès d'Auschwitz en 1963 à Francfort - c'est dans cette période qu'on a véritablement commencé à comprendre de ce qui s'est réellement passé.

Il faut peut-être aussi parler d'une mauvaise conscience larvée en raison de la politique à l'égard des réfugiés durant la Seconde Guerre mondiale. Elle avait déjà fait l'objet de fortes controverses dans les années 50, notamment avec le fameux rapport Ludwig réalisé à la demande du Conseil fédéral. La sympathie s'est donc cristallisée par étapes. Et l'admiration pour les performances de l'armée israélienne a certainement aussi joué un rôle. De nombreux officiers de milice suisses entretenaient des relations amicales directes. C'était une véritable fascination et, dit de manière un peu cynique, une occasion unique de voir enfin une armée en action pour des officiers suisses qui ne connaissaient pas le combat réel.

## **Vous qualifiez d'explosive la phrase controversée du communiqué de la Confédération. Cela signifie donc que la colère des pays arabes était justifiée?**

Oui, cette phrase n'avait rien à faire dans ce contexte, ce dont l'administration fédérale était consciente. Nous avons trouvé aux Archives fédérales plusieurs versions préparatoires du communiqué. Dans l'une d'elles, un haut fonctionnaire proposait de rayer le paragraphe. Le conseiller fédéral Willy Spühler a décidé de le garder, une décision qui relevait certainement de la politique intérieure. Il était au gouvernement depuis 1960 et dirigeait les affaires étrangères depuis 1966. Il n'était donc plus un débutant. Ce n'était pas non plus sa première crise en politique étrangère.

## **Est-ce que l'intervention des pays arabes a eu des conséquences pour la Suisse?**

Pas de conséquences directes comparables, par exemple, aux incroyables réactions d'hostilité à la Suisse dans la presse arabe après l'attentat de Kloten en 1969 et la condamnation des terroristes palestiniens. En revanche, un malaise s'est installé: à Genève, il y a eu des intrigues pour remettre en question le siège de l'ONU en raison du manque de neutralité de la Suisse. Donc, pas de conséquences directes et palpables. Mais des pressions constantes sur les autorités les inciteront certainement à réagir plus prudemment la fois suivante.

## **La Suisse joue aujourd'hui régulièrement un rôle de médiateur dans le conflit du Proche-Orient. Ce n'était pas le cas à l'époque. Était-ce parce que les pays arabes avaient mis en doute la neutralité helvétique?**

Il y a plusieurs raisons. Personnellement, j'estime que la diplomatie suisse a connu une période de transition de 1965 à 1975 environ. Ces dix ans ont vu le passage d'une politique étrangère extrêmement prudente à une politique un peu plus engagée, en

particulier dans le domaine humanitaire, qui a été incarnée par le conseiller fédéral Pierre Aubert à partir de 1978.

À cette époque, la Suisse ne faisait pas partie de l'ONU et elle a, à un certain moment, perdu le contact. Elle avait encore pu en 1954 offrir ses bons offices pour la Conférence de Genève sur l'Indochine et, en 1955, pour le sommet des quatre Grands, également à Genève. Mais lorsqu'en 1956 le Conseil fédéral a voulu le faire pour la crise de Suez, il a lamentablement échoué. On a discrètement indiqué à la Suisse que ses bons offices n'étaient plus nécessaires parce que ces questions se réglaient désormais à l'ONU. C'est aussi ce qui s'est passé lors de la guerre des Six Jours. En raison de son faux pas dans le communiqué, le Conseil fédéral s'est montré très prudent et n'a pas pris d'initiative directe.

Peu après cependant, la diplomatie helvétique a connu son heure de gloire lorsque le secrétaire général de l'ONU U Thant a demandé au Conseil fédéral d'envoyer un diplomate suisse très respecté, Ernesto Thalmann, à Jérusalem pour y évaluer la situation entre Palestiniens et Israéliens. Après avoir discuté avec les deux parties, le diplomate a rédigé un rapport important pour l'ONU. Il y avait toutefois une différence: il ne s'agissait plus des bons offices suisses, mais de ceux de l'ONU, assurés par hasard par un Suisse.

*(Traduction de l'allemand: Olivier Hüther)*